

Introduction

La Turquie au Moyen-Orient : un retour programmé ?

*Dorothee SCHMID*¹

Ce livre dresse le constat du regain d'intérêt de la Turquie pour le Moyen-Orient et de sa capacité d'action retrouvée dans la région. Il s'efforce de décrire la politique étrangère turque dans cette partie du monde où se nouent de nouvelles complicités mais où se rejouent aussi d'éternelles rivalités. L'ouvrage a pour but d'éclairer les motivations de la Turquie et d'examiner les effets de son activisme diplomatique, d'ouvrir aussi quelques pistes de réflexion pour en évaluer les perspectives à moyen terme. Le réinvestissement du Moyen-Orient par les Turcs apparaît en effet comme une petite révolution à l'échelle d'une décennie ; est-il pour autant durable ?

La Turquie a tourné le dos au Moyen-Orient pendant la plus grande partie du XX^e siècle ; elle semble y retrouver aujourd'hui un terrain favorable pour tester sa diplomatie du XXI^e siècle. Le retour des Turcs, en quelques années, dans une région qu'ils ont si longtemps considérée comme dangereuse ou du moins dénuée d'intérêt du point de vue culturel, politique et économique illustre en un sens parfaitement la transition présente du système international. On y voit des pays émergents, fondant leur capacité d'action sur une économie dynamique et sur l'invention de nouveaux modes de compréhension du monde, remettre en cause l'équilibre classique des puissances à peine ébranlé par la fin de la guerre froide. Ces nouveaux acteurs pallient progressivement le retrait de l'Occident

1. Dorothee Schmid est diplômée de Sciences Po Paris et titulaire d'un doctorat en science politique de l'université de Paris II. Spécialiste des politiques extérieures européennes dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient, elle dirige le programme « Turquie contemporaine » de l'Ifri depuis 2008. Elle est l'auteur notamment du rapport sur *Les Élités françaises et la Turquie : une relation dans l'attente*, publié par le think tank turc EDAM en 2010.

hors de zones qu'il n'est plus en mesure d'exploiter ou de contrôler. Autrement dit, la Turquie s'impose au Moyen-Orient à la fois par sa force et son dynamisme propres, et par défaut : la région, en proie à un chaos durable après l'intervention américaine en Irak, présentait en effet un vide de puissance².

Les révoltes arabes altèrent indéniablement en 2011 cette logique de la succession des puissances, dans un Moyen-Orient considéré jusqu'à présent comme incapable de maîtriser son destin. Ces mouvements politiques que personne n'attendait ont débouché sur une remise en cause profonde de l'autoritarisme comme mode automatique de régulation politique dans la région. La chute de quelques dictateurs annonce peut-être la fin de l'introversion arabe et l'ouverture à des coopérations nouvelles. L'avenir n'est cependant pas tracé et la démocratie ne s'impose pas comme une alternative inévitable, sur fond de conflits persistants et d'inégal développement des scènes politiques nationales. La place de la Turquie change en tout cas forcément sur cette toile de fond révolutionnaire. Pas seulement sa place, mais bien son rôle puisque, après une période de tâtonnements et d'expérimentation, elle est maintenant projetée à l'ère des responsabilités, à la fois en tant que possible « modèle » pour les régimes à venir, comme modérateur attendu face à la recrudescence des tensions ou comme futur pilier d'un ordre régional en construction.

Les contributions rassemblées dans ce livre émanent d'un ensemble d'analystes reconnus et surtout issus d'horizons géopolitiques variés – le croisement de points de vue turcs, arabes, iraniens, européens, américains étant certainement indispensable pour saisir la complexité des enjeux du nouveau système turco-oriental dont on observe à présent la formation. Les chapitres sont ordonnés en deux parties complémentaires, présentant les dynamiques à l'œuvre de deux points de vue différents. La première série de contributions adopte un point de vue transversal, en traitant des paramètres globaux, historiques, politiques, économiques et culturels qui expliquent ou accompagnent le « retour » des Turcs au Moyen-Orient. Il s'agit notamment de comprendre si, comme le discours

2. Voir l'interview de Robert Malley, directeur du programme Moyen-Orient de l'International Crisis Group, « Le Proche-Orient face à un vide diplomatique dangereux », *Suissinfo.ch*, 30 septembre 2011.

officiel turc semble parfois le suggérer, ce retour s'inscrit dans une continuité historique de long terme, après une éclipse de quelques décennies, ou bien s'il repose sur de nouveaux calculs d'intérêts bien compris. Une deuxième série de chapitres traite des dossiers politiques importants pour la Turquie au Moyen-Orient, de la Libye à l'Iran. Cette série d'instantanés peut nous aider à évaluer la solidité de la présence turque et la cohérence des stratégies élaborées au jour le jour par l'actuel ministre des Affaires étrangères et grand rénovateur de la diplomatie turque, Ahmet Davutoğlu.

UN RETOURNEMENT DE PERSPECTIVE

Le constat de départ est bien celui du divorce historique entre la Turquie et le Moyen-Orient ; d'où l'étonnement des observateurs face au retournement spectaculaire de perspective auquel nous assistons aujourd'hui. On sait en effet que la Turquie s'était détournée de la région depuis la chute de l'Empire ottoman. L'évocation du monde arabe suscitait encore chez les Turcs, plusieurs décennies après le découpage territorial ayant acté la séparation d'avec les dépouilles de l'Empire, un léger dégoût, nourri de traumatismes historiques et de tabous, de sensations de menaces vagues ou avérées et de désillusions. Selon l'imagerie nationale, hâtivement remise en ordre dans les années 1920 à partir des souvenirs de l'Empire, les Arabes avaient comploté contre les Turcs pour précipiter leur perte, tandis que les Iraniens continuaient d'incarner en arrière-plan le rival atavique. Pour façonner l'identité turque nouvelle et poser les bases d'un État-nation solide, suivant le modèle mis au point en Europe au XIX^e siècle, il avait donc fallu se débarrasser de l'influence néfaste de ces deux cultures voisines. Le Moyen-Orient, décrit comme un espace d'arriération politique, économique et culturelle, est alors tout simplement devenu sous Atatürk l'*Orient* de la Turquie, se retrouvant dans la position occupée pendant des siècles par l'Empire ottoman lui-même face à l'Europe : celle d'étranger et d'envers de la civilisation. L'urgence de la recomposition nationale, l'instabilité chronique d'une région bientôt en proie à la fièvre des indépendances et déchirée par les conflits, puis le verrouillage de la guerre froide avaient imposé une sorte de distance sanitaire assumée entre ce monde oriental, qui faisait figure de repoussoir, et une Turquie désormais soucieuse de s'intégrer pleinement dans le camp occidental.

La proximité géographique du Moyen-Orient était donc envisagée comme un fardeau.

Encore concentrée jusqu'à cette dernière décennie sur son désir d'intégration européenne, ultime étape du détachement des limbes orientaux ci-dessus décrits, la République turque comptait fort peu de connaisseurs du monde arabe ou de l'Iran parmi ses élites intellectuelles, politiques et militaires. Le « rattrapage » effectué en quelques années, avec beaucoup de pragmatisme, par la diplomatie turque, soutenue désormais par une société qui se montre dans son ensemble plus tolérante et curieuse de se confronter à une partie de la réalité longtemps occultée, n'en est que plus étonnant.

La Turquie revendique maintenant le rôle d'un acteur de poids au Moyen-Orient. La région est devenue en quelques années le principal laboratoire de la politique étrangère turque, le lieu où sont testées avec un certain succès une nouvelle logique et de nouvelles méthodes, dans la poursuite d'objectifs qui ne sont, eux, pas si nouveaux : quête de ressources et d'influence, projection identitaire.

La diplomatie turque impressionne en tout état de cause aujourd'hui par sa vitalité et son efficacité. L'extension rapide de sa zone d'activité et de son audience témoigne d'un effort soutenu pour s'imposer parmi les grands sur la scène internationale. Plusieurs facteurs expliquent ce dynamisme exceptionnel. La Turquie sort progressivement de l'enfermement kémaliste et connaît une phase de croissance économique qui lui donne les moyens de ses ambitions. Elle peut désormais assumer des risques calculés pour saisir les opportunités paradoxales qu'offre sa situation de carrefour entre Caucase, Moyen-Orient et Europe. Ce voisinage complexe, longtemps considéré comme un handicap, pourrait aujourd'hui se transformer en une véritable rente géopolitique, si se confirme l'aptitude des Turcs à jouer les intermédiaires en zone de crise – une vocation rapidement mûrie après le 11 septembre 2001.

UNE FRONTIÈRE RÉGIONALE EN RECOMPOSITION

La Turquie fait-elle en réalité partie ou non du Moyen-Orient ? La question ne semblerait pas absurde à un lecteur français ou américain ; elle continuerait en revanche de choquer beaucoup de Turcs. Depuis son entrée en négociation pour rejoindre l'Union européenne (UE), la Turquie tente en effet de convaincre des opinions

européennes encore sceptiques qu'elle ne fait pas partie du Moyen-Orient – tout au plus assume-t-elle la fonction de pont entre l'Europe et celui-ci.

Cet ouvrage met lui aussi en scène la Turquie comme une puissance extérieure, active dans la région. Les Turcs ont conscience d'avoir historiquement dominé une bonne partie du Moyen-Orient mais se perçoivent comme à part. En revanche, dans les opinions européennes, la méconnaissance de l'origine des dynasties turques venues d'Asie, qui ont effectivement soumis le monde arabe au XVI^e siècle, est réelle. Les lacunes de l'historiographie turque moderne et les faibles efforts de communication d'un État-nation trop occupé à se protéger pour se faire connaître n'ont pas aidé à corriger les clichés et les assimilations hâtives. Pour une large partie du grand public européen, qui ne sait pas très bien ce qu'est ni ce que veut la Turquie, la détente turco-arabe paraît donc assez naturelle. L'hypothèse d'un « retour » turc au Moyen-Orient n'a alors pas tellement de sens ni d'intérêt, s'il s'agit du même monde.

La Turquie reste indéniablement en contact physique constant avec le Moyen-Orient, puisqu'elle compte à l'est des frontières avec l'Irak et l'Iran ; sa plus longue frontière terrestre au sud la sépare de la Syrie ; la mer Méditerranée assure à l'ouest le lien avec le Liban, Israël et l'Afrique du Nord. Et surtout, la Turquie a réellement une longue histoire commune avec le Moyen-Orient, source de familiarité réciproque. Le contenu de cette histoire, qui est celle d'une relation de maître à sujet, souvent marquée par la violence, a certes forgé la nature de cette familiarité : les Arabes et les Turcs sont finalement liés par une intimité très névrotique, qui se décline aujourd'hui sur le mode de la rancœur mais aussi de l'attente, avec un certain sentiment d'inévitable. Mais le plus intéressant est sans doute que la Turquie semble être passée en quelques années auprès des Arabes du statut de sujet dominant à celui d'objet de désir manifeste.

Précisons aussi que les dynamiques politiques et économiques aujourd'hui à l'œuvre poussent vers une intégration régionale que les dirigeants turcs ont eux-mêmes souhaitée – en planifiant notamment un « marché commun du Moyen-Orient » dont la Turquie serait le pivot, et qui s'appuie sur des accords de libre-échange et de libre circulation³ ; en intervenant aussi de plus en plus fréquemment sur

3. Voir la carte en page 114 de cet ouvrage.

des dossiers politiques de portée régionale, comme le conflit israélo-palestinien.

LES MOTIFS DU RETOUR TURC DANS LA RÉGION

Si Ankara a sans doute caressé à certains moments du xx^e siècle le désir épisodique de revenir « travailler » la région, deux événements majeurs ont permis une vraie remise à plat et facilité ensuite le développement des relations entre la Turquie et le Moyen-Orient. Le lien entre ces deux événements historiques n'est nulle part aussi important qu'en Turquie ; et la causalité observable *a posteriori* avec les nouvelles orientations de la diplomatie turque commence à apparaître clairement aux analystes. Le premier événement crucial est la fin de la guerre froide, qui brise la ligne de démarcation jusqu'alors infranchissable entre la Turquie et l'Est au sens large, et libère la diplomatie turque de son rôle de poste avancé oriental de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) face à l'Union soviétique. Dès ce moment, la fiction de la séparation complète avec le Moyen-Orient, imposée par Atatürk et consolidée par la guerre froide, ne tient plus. Le deuxième événement déterminant est le 11 septembre 2001, qui va amener la Turquie à assumer pleinement son rôle de pays de l'entre-deux : elle incarne dès lors aux yeux de l'administration américaine l'« islam modéré », avant de devenir l'indispensable passerelle pour rétablir le contact avec un monde arabo-musulman que Washington s'est aliéné⁴.

Mais la pulsion orientale de la Turquie, ou sa « tentation orientale » – pour reprendre le titre d'un exercice de réflexion organisé par le ministère français des Affaires étrangères⁵ en 2010 –, n'est pas seulement le résultat d'un calcul stratégique américain. Elle

4. D. Schmid, « La Turquie : alliée de toujours des États-Unis et nouveau *challenger* », *Politique étrangère*, vol. 76, n° 3, automne 2011, p. 587-599.

5. « Turquie : la tentation orientale » était le titre d'une table ronde organisée à Paris lors de la conférence des ambassadeurs tenue au mois d'août 2010, en présence du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner et du secrétaire d'État aux Affaires européennes Pierre Lellouche. La thématique choisie reflétait l'inquiétude soulevée chez les diplomates français par la dégradation rapide des relations turco-israéliennes et la popularité inattendue engrangée par Recep Tayyip Erdoğan auprès des opinions publiques arabes.

trouve ses racines en Turquie même. À ce titre, trois explications sont souvent avancées pour expliquer la récente volonté turque de réinvestir un terrain longtemps délaissé.

La politique étrangère de l'AKP

L'actualité turque est particulièrement mouvementée depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi – AKP) en 2002. Ce parti atypique, issu d'une longue généalogie de partis islamistes successivement interdits, réussit depuis presque dix ans à combiner professionnalisme militant et opportunisme idéologique pour consolider son pouvoir, dans un contexte d'approfondissement démocratique. S'il est trop tôt pour tirer le bilan de l'« ère AKP » – les victoires électorales successives du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan lui ouvrant des perspectives qu'une opposition trop faible peut jusqu'ici difficilement contrarier –, on peut au moins constater que ce moment politique coïncide avec le retour de la Turquie comme puissance sur la scène internationale.

Certains observateurs prêtent à l'AKP, en tant que parti islamiste, un projet de société spécifique, *a minima* socialement conservateur, tandis que subsiste toujours chez d'autres la peur d'un « agenda caché » d'islamisation de la Turquie. Dans le même ordre d'idées, les orientations de la politique étrangère de l'AKP sont souvent perçues comme marquées par ses origines islamistes. En bref, au contraire des élites républicaines « blanches » traditionnelles, stambouliotes et tournées vers l'Europe, l'AKP, en tant qu'émanation des élites montantes anatoliennes attachées aux valeurs musulmanes, serait naturellement plus enclin aux sympathies orientales⁶. La nouvelle présence turque au Moyen-Orient aurait ainsi une première explication d'ordre quasiment sociologique : par proximité géographique et culturelle, éventuellement par choix tactique d'ouvrir pour la politique étrangère turque une voie alternative à l'Europe, l'équipe actuellement au pouvoir se serait naturellement tournée vers l'est.

6. Michel Bozdémir affirme par exemple qu'« à mesure que les intérêts économiques s'approfondissent, se ranime au sein de cette classe politique un sentiment d'« internationalisme religieux » sur un vieux fond naïf de communauté islamique solidaire » : M. Bozdémir, « La Turquie désorientée, ou l'émergence d'une puissance régionale ? », *Maghreb-Machrek*, n° 207, printemps 2011, p. 113.

À l'appui de cette thèse, la pensée que délivre dans ses différents ouvrages et nombreux discours Ahmet Davutoğlu, l'actuel ministre des Affaires étrangères turques, révèle un mélange de nationalisme réinventé et d'islamisme qui trouve au Moyen-Orient un terrain d'expression adéquat. Dans sa thèse de doctorat, A. Davutoğlu proposait déjà une comparaison entre une vision « islamique » et une vision « occidentale » du système international, présentées comme des « *paradigmes alternatifs* ». La notion de « *profondeur stratégique* » qu'il a développée par la suite lui permet de réordonner le monde autour de la Turquie, prônant une politique « à 360 degrés » pour diffuser l'influence turque par le *soft power*, d'abord dans son environnement immédiat – le Moyen-Orient, le Caucase, l'Asie centrale et les Balkans⁷.

Passons en revue ces différentes aires : le projet pantouraniste reste le serpent de mer de la politique étrangère turque⁸ ; les progrès des initiatives caucasiennes sont suspendus à la résolution du conflit du Haut-Karabagh ; l'influence turque n'est pas nulle dans certains États des Balkans (Bosnie, Serbie, Albanie, Kosovo⁹), mais elle ne s'y trouve pas sans concurrence. Indéniablement, le Moyen-Orient est le lieu où la *Weltanschauung* davutoglienne a trouvé à s'exprimer le plus facilement et le mieux.

Plusieurs contributions de cet ouvrage nous aideront à explorer la thèse de la proximité naturelle entre l'AKP et le Moyen-Orient. Les chapitres signés par William Hale et Jean Marcou mettent en contexte le malaise turco-arabe qui a persisté pendant la plus grande partie du XX^e siècle et permettent de comprendre pourquoi la Turquie, libérée de la plupart de ses contraintes après la guerre froide et contrairement

7. B. Garapon, « La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la "doctrine Davutoğlu" », *Revue Averroès*, n° 3, printemps-été 2010, p. 1-9.

8. Le pantouranisme, qui prône l'union de l'ensemble des peuples turciques (*Touran*), est une ligne idéologique évanescence qui apparaît et disparaît dans la politique étrangère turque au XX^e siècle – le dernier sursaut s'étant produit dans les années 1990, au moment de l'accession à l'indépendance des républiques turcophones d'Asie centrale. Voir l'interview de Bayram Balci, « Le rationnel prime dans la politique vis-à-vis des pays d'Asie centrale », *Nouvelle Europe*, www.nouvelle-europe.eu, 1^{er} septembre 2011.

9. La Turquie a été l'un des premiers pays à reconnaître le Kosovo. Sur les Balkans en général, voir « Turkey in the Balkans. The Good Old Days? », *The Economist*, 5 novembre 2011.

à toutes les attentes, a renoué avec autant de facilité des relations de bonne qualité avec ses voisins arabes – ainsi qu’avec l’Iran. Les affinités religieuses tiennent certainement une place plus importante que par le passé dans la conduite de la politique étrangère turque ; l’intégration des partis islamistes frères dans les stratégies diplomatiques élaborées après les révoltes arabes, la banalisation progressive du motif religieux dans la communication officielle de l’équipe gouvernementale turque en témoignent. Le pragmatisme semble cependant dominer, et la capacité de la Turquie à se poser en puissance sunnite à l’échelle régionale est loin d’être évidente.

Le réflexe impérial

Une autre façon de comprendre la politique étrangère actuelle de la Turquie au Moyen-Orient est d’y retrouver la pulsion impériale théoriquement éteinte depuis les années 1920. Le terme de « néo-ottomanisme » a ainsi été avancé pour décrire une potentielle ambition néoimpériale du gouvernement turc. Ömer Taşpınar, qui a popularisé l’expression, défend encore ici ce point de vue dans une contribution où il décrit par ailleurs le rééquilibrage progressif de la relation turco-américaine depuis la guerre d’Irak. En théorie, le néo-ottomanisme ne se réfère pas uniquement à la politique turque au Moyen-Orient mais englobe aussi les Balkans ; l’activisme turc étant toutefois beaucoup plus visible dans le monde arabe, c’est aussi là que le néo-ottomanisme est le plus débattu – comme en témoigne la contribution de Michel Naoufal sur la perception par les Arabes de la politique étrangère de l’AKP ou celle de Mohammed El Oifi qui décrit les débats intra-arabes consécutifs à la brouille turco-israélienne. Mais l’expression a aussi fait couler beaucoup d’encre en Turquie même, où elle a été largement reprise et discutée, non sans plaisir apparemment¹⁰.

Certains ont même soupçonné les Turcs de préparer le retour du califat¹¹. Le néo-ottomanisme est en tout cas désormais passé dans le

10. Ö. Taşpınar, « Turkey. A Middle-East Policy, between Neo-Ottomanism and Kemalism », *Carnegie Papers*, n° 10, septembre 2008 ; S. Kohen, « Yeni Osmanlılık Mı? », *Milliyet*, 25 novembre 2009 ; « I Am Not a Neo-Ottoman, Davutoğlu Says », *Today’s Zaman*, 25 novembre 2009.

11. « Bunun Adı Neo-Hilafet Politikası! », entretien avec Gilles Kepel, *Habertürk*, 15 juin 2010.

langage courant, même si la controverse subsiste sur sa pertinence pour rendre compte des intentions réelles de la diplomatie turque. M. Naoufal et M. El Oifi valident cette perception par les Arabes d'une ambition impériale turque, qui suscite plus de crainte que d'admiration. Les opinions arabes semblent en fait prises entre fascination et inquiétude face aux avancées turques ; si elles s'intéressent au modèle politique et économique que propose Ankara, la violence des interactions historiques persiste dans les esprits et induit une méfiance *a priori*. De même, l'analyse des relations turco-iraniennes par Mahan Abedin dévoile les arrière-pensées et surtout les rivalités de puissance toujours présentes derrière les multiples initiatives de coopération entre les deux pays ; le prochain choc d'empires pourrait ainsi opposer de nouveau les Turcs et les Perses au Moyen-Orient.

Les Turcs protestent souvent contre cette présentation néoimpérialiste de leurs projets – alors même qu'ils puisent régulièrement dans le référent ottoman pour donner plus d'éclat à leurs initiatives, ce qui entretient largement la confusion¹². On se réfère évidemment ici à une version modernisée de l'Empire, intégrant la notion utile de *soft power*. L'économie et la culture sont en effet aujourd'hui deux vecteurs majeurs de l'influence turque au Moyen-Orient. Le succès politique des Turcs s'appuie aussi beaucoup sur une rhétorique déclamatoire. En s'opposant ouvertement à Israël et en réclamant justice pour le peuple palestinien, R. T. Erdoğan devient l'homme providentiel, à même de rétablir à la fois l'honneur perdu des musulmans et l'équilibre régional rompu ; l'orgueil turc rachète ici l'indignité des nations arabes.

R. T. Erdoğan, dont la légitimité plébiscitaire en remonte à des leaders arabes contestés, est aussi parvenu à incarner l'idéal du démocrate. Or la Turquie peut, on l'a vu, susciter l'agacement quand elle se met en scène à l'avant-garde du progrès régional. À ce titre, le débat sur le « modèle turc », décortiqué par Meliha Benli Altunışık sur fond de révoltes arabes, révèle le malaise des dirigeants turcs vis-

12. Sur l'usage instrumental qui est fait des référents historiques successifs à l'appui de projets de portée nationale en Turquie, et notamment sur le télescope actuel des mémoires turco-mongole, ottomane et kémaliste, on lira avec profit M. Aymes, « Le siècle de la Turquie : une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle*, n° 103, juillet-septembre 2009, p. 47-61.

à-vis du terme « modèle » lui-même, et le choix conscient de présenter plutôt la Turquie comme une *success story* ou comme une « source d'inspiration », suivant l'expression de R. T. Erdoğan. Il est vrai que le modèle turc est loin d'être fixé : la versatilité constitue même ici une ressource précieuse, puisque des acteurs arabes ayant des objectifs très différents puisent dans la boîte à outils turque des éléments divers pour faire avancer des agendas parfois contradictoires. L'expérience turque sera ainsi vue, selon le bon vouloir de ses admirateurs, comme un exemple d'intégration réussie de l'islam dans le jeu politique démocratique ou comme une victoire durable du sécularisme moderniste, sous la surveillance d'une armée politiquement responsable. Cette versatilité est également soulignée par Yves Gonzalez-Quijano lorsqu'il décrit le rôle joué par les productions audiovisuelles dans le *soft power* turc : grâce à l'exportation de ses séries télévisées, qui enchantent désormais le grand public de Damas à Rabat et dont le contenu très varié permet à tout un chacun de cristalliser des idéaux parfois contradictoires, la Turquie est devenue pour la jeunesse arabe le symbole de la fusion réussie entre tradition et modernité.

Le laboratoire d'une nouvelle politique étrangère

Une troisième hypothèse, qui s'ajoute aux précédentes sans les exclure, suggère que le Moyen-Orient s'est surtout avéré être, en dehors de toute fatalité historique ou culturaliste, le lieu d'expérimentation le plus adéquat pour une politique étrangère turque en pleine renaissance, mais encore en période de rodage.

La Turquie manifeste, on l'a dit, des ambitions au-delà de son environnement régional immédiat. Elle veut se mesurer aux grands et défier les puissances classiques, en faisant preuve d'audace et d'une créativité diplomatique nouvelle. Le Moyen-Orient, de plus en plus délaissé par les États-Unis et l'Europe, toujours orphelin des puissances arabes d'antan et déjà travaillé par l'Iran, est à portée d'influence pour la Turquie. Certaines caractéristiques de la région en font en outre un terrain d'expansion idéal et un bon lieu test de méthodes diplomatiques nouvelles.

L'absence de modèle de développement économique à moyen terme, dans un contexte profondément marqué par la rente, fait par exemple du Moyen-Orient un excellent client, qui a besoin d'à peu près tout, tout en étant toujours solvable. Rémi Bourgeot souligne

dans son chapitre sur l'économie turque que la région, souvent considérée comme une sorte de zone de repli pour passer le cap de la crise économique européenne, est surtout un réservoir énergétique indispensable permettant d'alimenter à bon compte la croissance turque.

Le morcellement ethnique et religieux, communautaire au sens large, qui caractérise beaucoup de pays du Moyen-Orient se prête quant à lui à des intrigues politiques – or la diplomatie turque excelle dans la construction de réseaux et étonne souvent par sa capacité de cloisonnement : les Turcs se sont longtemps vantés d'être les seuls intervenants capables de parler à toutes les parties au conflit israélo-arabe, y compris aux frères ennemis palestiniens (Fatah et Hamas). Il en résulte des équilibres complexes, qu'Ankara gère en maître ; les conflits régionaux lui permettent souvent de se poser en médiateur. Les obstacles et les difficultés sont finalement aussi nombreux dans la région que sont fréquents les retournements de situation. Ce contexte profondément instable valorise l'audace d'une diplomatie turque encore à la recherche de ses limites¹³.

La politique étrangère turque au Moyen-Orient est donc pragmatique, débrouillarde même, dénuée de préjugés et parfois de scrupules, et toujours prête à tester des solutions inédites. C'est aussi une diplomatie de communicants : les Turcs font connaître leurs initiatives et savent mettre en scène leurs succès. Le triumvirat formé par le Premier ministre, le président de la République et le ministre des Affaires étrangères émet des messages à géométrie variable, en fonction de la complexité et de la gravité des sujets traités. Les nuances d'expression de R. T. Erdoğan lors de sa grande tournée arabe à l'automne 2011 pourraient passer pour des contradictions : l'image d'un Premier ministre issu de l'islam politique, qui défend l'importance de la laïcité devant les islamistes tunisiens du parti Ennahda, a pu troubler certains observateurs. De telles déclarations permettent en tout cas au Premier ministre turc de prendre ses adversaires politiques à contre-pied¹⁴.

13. D. Schmid, « Turquie : la posture impériale », *Le Figaro*, 17 septembre 2011.

14. J. Marcou, « En Tunisie, Recep Tayyip Erdoğan défend une conception turco-ottomane des relations État/religion », *Blog de l'OVIPOT*, 16 septembre 2011.

La contribution d'Ayşegül Sever, qui porte sur les relations turco-syriennes, met en relief cette souplesse et cette capacité d'adaptation de la politique étrangère turque, jusqu'à l'impasse : après quelques années d'une lune de miel assez inattendue, car de forts contentieux structurels subsistent entre les deux pays, la réaction des autorités turques a été lente et ambiguë face aux événements tragiques de l'été 2011 en Syrie qui ont finalement mené à la rupture. L'aventure libyenne, décrite par Marc Semo, montre très bien qu'en cas de crise, les Turcs attendent pour choisir leur camp, afin de ne pas se tromper de partenaire ; et que dès la fin des hostilités, ils savent regagner le terrain perdu en le réinvestissant physiquement (la Turkish Airlines a été la première compagnie aérienne à réouvrir une ligne régulière vers Tripoli) et psychologiquement (les autorités turques célèbrent désormais la fraternité démocratique avec le peuple lybien).

Comme le montre Julien Cécillon dans sa contribution, l'Irak présente sans doute l'exemple le plus abouti de l'exceptionnelle capacité de manœuvre des Turcs au Moyen-Orient. Le dossier irakien a d'abord permis de revendiquer l'indépendance retrouvée face aux États-Unis ; lieu de fixation de tabous historiques, autour de la question kurde et du partage des ressources pétrolières, l'Irak a finalement offert à Ankara un terrain d'épanouissement politique et économique inattendu. Entre réconciliation avec les Kurdes irakiens et conspirations de couloir à Bagdad, la Turquie s'y affirme aujourd'hui comme une puissance majeure.

Dans d'autres contextes enfin, les intentions sont plus floues et les initiatives moins flamboyantes, comme en témoigne le chapitre de Fatiha Dazi-Héni sur les relations avec les monarchies arabes du Golfe, bastion de conservatisme politique et social, moins sensibles à l'appel de la Turquie que d'autres pays arabes. L'obsession turque des équilibres régionaux perturbe évidemment la progression d'un partenariat avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG), où l'Iran pourrait être désigné comme l'ennemi commun.

Mais ce qui frappe aujourd'hui, c'est qu'aucun pays de la région, même s'ils ne sont pas tous traités individuellement ici, n'est vraiment resté à l'écart des approches turques. Cette formidable dynamique, que rien ne semblait pouvoir arrêter, doit désormais intégrer la perturbation des révoltes arabes ; un test essentiel pour évaluer la soutenabilité d'une diplomatie qui suscitait jusqu'à présent l'admiration et l'envie de l'Occident.